Septembre 2013 -

Lettre ouverte de la direction nationale du PÔLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE (PRCF)

aux organisations et aux militants communistes, syndicalistes et progressistes.

COMBATTRE l'EURO-AUSTERITÉ et la POLITIQUE de GUERRE de HOLLANDE, PROMOUVOIR une STRATÉGIE OFFENSIVE de RUPTURE avec l'UE, L'EURO, l'OTAN et le CAPITALISME, UNIR le PATRIOTISME REPUBLICAIN à l'INTERNATIONALISME PROLETARIEN.

Avec un cynisme incroyable, MM. Hollande et Ayrault ont annoncé le même jour :

	Le p	remier,	l'engager	nent e	en pre	mière	ligne	de	l'armée
française, aux	côtés	de l'ir	npérialisme	e anglo	o-amér	icain,	dans ur	ne o	pération
militaire de gra	ande o	envergu	re contre	la Syri	e indé	pendan	te, ave	c d'	énormes
risques pour la p	oaix n	nondiale	· • •						

Moscovici, qui est la courroie de transmission directe du MEDEF, une énième contre-réforme des retraites qui, sous un aspect hypocritement « modéré », programme la mise en extinction des retraites par répartition créées à la Libération par le ministre communiste Ambroise Croizat.

Ainsi donc, l'argent dont le gouvernement « socialiste » prétend manquer pour financer les retraites, l'emploi productif, la Sécu et les services publics, il le trouve aussitôt en quantité dès qu'il s'agit, pour l'Etat français néo-colonialiste, de reconquérir son ancien espace vital en Afrique ou au Proche-Orient!

I - Les travailleurs, les progressistes, les véritables patriotes de France, ne peuvent être dupes du discours gouvernemental :

A – Concernant la SYRIE,

... il ne s'agit nullement de « punir Bachar » pour des attaques chimiques qui ne sont nullement prouvées et dont la responsabilité, si elle était établie de manière objective, aurait toute chance de relever d'une provocation des insurgés djihadistes armés par le Qatar, la CIA et ses homologues des services secrets français. La vérité est que la coalition euro-américaine veut frapper Damas avant que l'armée régulière n'ait gagné la guerre contre la rébellion suscitée, encadrée et financée par le Qatar, l'Arabie Saoudite et l'impérialisme occidental. Il ne s'agit nullement pour nous d'idéaliser le président El Assad, mais d'entendre les arguments du Parti communiste syrien : car tout en regrettant que le Parti Baas au pouvoir à Damas ait cédé aux sirènes néolibérales dans les années 90-2000 aux risques de se couper d'une partie des couches populaires, nos camarades communistes syriens considèrent que la vraie cible de l'intervention impérialiste orchestrée par B. Obama et appuyée par les impérialismes français et britannique, c'est l'indépendance syrienne, c'est la maîtrise de la Syrie sur son sous-sol, c'est la référence laïque de l'Etat syrien, l'un des rares Etats du Proche-Orient à ne pas discriminer les femmes.

Le but des aventuriers de l'OTAN est aussi de poursuivre l'encerclement et le refoulement de la Russie et de la Chine, de préparer l'extermination de la résistance libanaise, de consolider le fascisant régime d'Ankara et de lancer une opération de vaste envergure contre l'Iran. Non seulement le peuple français n'a rien de bon à attendre de cette politique belliciste, mais il doit se souvenir de la sage parole de Friedrich Engels : « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ». Tout succès militaire extérieur qui renforcerait « nos » impérialistes, et tout particulièrement, la clique de l'UMPS à genoux devant les USA et l'U.E., affaiblirait le camp des travailleurs CHEZ NOUS. Pire, un succès de cette politique belliciste aiderait le Parti Unique Maastrichtien (PS+UMP+Centre+Verts) à activer la funeste « construction européenne », à renforcer l'alliance agressive de l'OTAN, à mettre en place la destructive Union transatlantique (union douanière Europe - Amérique du nord), celleci signifiant la mise à mort de la nation française, de sa langue, de ses acquis sociaux, de son emploi productif et de ses services publics. Le patriotisme républicain, comme l'internationalisme prolétarien, nous commandent donc de nous opposer catégoriquement aux va-t-en-guerre Hollande et Fabius, qui déshonorent et compromettent la France au service du grand capital transnational du pétrole et de l'armement : on croit mourir pour l' « ingérence humanitaire », on meurt en fait pour Total, Dassault et Lagardère!

Il convient aussi de réclamer la fin des interventions néocoloniales en Afrique (Mali, Côte d'Ivoire, etc.), d'exiger le retrait de la France de l'OTAN, et de réclamer la démission de Fabius: assis sur le droit international, ce triste personnage explique que la France peut désormais intervenir dans les affaires internes d'un autre pays au nom du « droit d'ingérence » et sans aucun mandat de l'ONU. Fabius désavoue ainsi la position française qui avait été prise en 2003 lors de l'intervention américaine en Irak, il tord le cou au principe du « droit de chaque peuple à disposer de lui-même » et il viole grossièrement la Charte de l'ONU. Si nous laissons passer ce virage majeur de la politique internationale française, n'importe quelle intervention du fort contre le faible serait désormais

légitimée, comme ce fut le cas dans les années 30, et cela aurait des conséquences futures incalculables pour la paix mondiale et pour notre propre pays : la France ayant elle-même légitimé le droit d'ingérence, qu'arrivera-t-il demain si une France progressiste s'avise de contrarier l'Axe Washington-Londres-Berlin pour reconstruire son industrie et ses acquis sociaux en rompant avec l'OMC et le FMI ?

Plus que jamais, la défense de l'indépendance des peuples contre l'impérialisme, ennemi principal de la paix et de la liberté des nations, comporte une dimension révolutionnaire nationale et mondiale.

B – Concernant les RETRAITES

Derrière le bavardage de *Jean-Mark Euro* sur la « justice » et la « responsabilité », *la nouvelle* contre-réforme est une attaque terrible contre les retraites par répartition :

- Elle valide implicitement les contre-réformes de la droite : Balladur (97, privé), Fillon 1 (2003, fonctionnaires), Fillon 2 (2007, régimes spéciaux), Fillon 3 (report de l'âge légal à 62 ans) sont validées et aggravées par les socialistes, qui feignirent de s'y opposer en leur temps.
- La durée de cotisation serait portée à 43 ans pour les jeunes générations; étant donné l'âge moyen d'entrée des jeunes dans le premier emploi (relativement) stable, étant donné les décotes instaurées par Fillon, cela signifie soit que les jeunes en question auraient leur retraite à 66/67 ans, soit que les pensions versées seraient minables, comme c'est de plus en plus le cas pour nombre de pensionnés actuels frappés par les contre-réformes précédentes. Les « améliorations » consenties à la marge et à dose homéopathique par Ayrault ne changent rien au tableau : elles visent surtout à diviser les travailleurs, à les faire s'affronter sur l'évaluation de la « pénibilité » de leur métier, alors même que la surexploitation du travailleur s'accroît dans la majorité des professions sous la pression du MEDEF, de l'Accord national interprofessionnel CFDT/MEDEF, des contre-réformes structurelles dictées par l'UE, et que la longévité des travailleurs EN BONNE SANTE (et à terme, la longévité tout court) DIMINUE rapidement (déremboursements des soins médicaux, bas salaires et « malbouffe », stress au travail, chômage de longue durée, précarité, casse des hôpitaux publics, mallogement...). Les salariés qui le peuvent seront de plus en plus tentés de capitaliser pour s'offrir une retraite : c'est ce qu'attendent les requins du capital financier. En revanche, la majorité des salariés pauvres et moyens ne pourra pas capitaliser; elle sera vouée, comme aux USA ou en Allemagne, à trimer jusqu'à la mort ou à finir dans la misère. Nombre de jeunes ne voudront plus sur-cotiser pour obtenir une retraite minable à près de 70 ans : et ce sera la mort, non seulement des retraites, mais de la Sécu, toutes deux fondées par le ministre communiste Ambroise Croizat en 1946 sur l'idée d'un « salaire différé mutualisé », dont l'inexistence dans les pays anglo-saxons condamne des millions de gens à vivre sous le seuil de pauvreté.

- L'augmentation « à part égale » des cotisations patronales et salariales n'est qu'un leurre : plus soucieux des réactions du MEDEF que de celles des syndicats, Ayrault a annoncé que l'augmentation des cotisations se ferait « à coût du travail constant » : en clair, on dégrèvera les patrons de leurs cotisations sur les allocations familiales et sur les complémentaires, leur rendant d'une main ce qu'on leur aura pris de l'autre. L'assurance familiale sera donc déstabilisée : à terme, le SALARIE, l'artisan, le petit paysan, paieront plus pour avoir moins !
- Cette nouvelle contre-réforme va aggraver le désespoir social : garder plus longtemps les anciens, c'est priver les jeunes d'emploi et les caisses de retraite de cotisations nouvelles ; quant aux « futurs seniors », soit ils trimeront jusqu'à 67 ans et ne deviendront retraités que pour basculer dans le handicap et la perte d'autonomie, soit ils seront au chômage beaucoup plus tôt car le patronat n'a que faire de payer des « improductifs » dotés d'une certaine ancienneté : ce sont alors les Assedic et l'assurance-maladie qui verront exploser à nouveau les déficits ;
- A l'arrière-plan de la nouvelle contre-réforme des retraites, il n'y a nullement le désir d' « équilibrer » les comptes. Ceux-ci ne seraient pas déficitaires si le patronat, surtout le CAC-40, payait ce qu'il doit, ne délocalisait pas massivement l'industrie, augmentait les salaires, ne faisait pas faire par un seul le travail de deux ou de trois salariés. Plus que jamais, la solution n'est pas d'alourdir l'austérité, mais de militer pour la nationalisation démocratique du crédit et des grandes industries pour planifier démocratiquement la réindustrialisation du pays en rompant avec les traités libre-échangistes mis en place sous l'égide de l'UE, de l'OMC et du FMI.
- Enfin, tout patriote digne de ce nom doit rejeter la nouvelle contreréforme des retraites parce qu'elle est une humiliation caractérisée infligée à toute la Nation : c'est Manuel Barroso en personne (le président de la commission de Bruxelles) qui, pressé par Angela Merkel, a exigé il y a 3 mois – et avec quelle arrogance! – un nouveau tour de vis sur les retraites, la casse des statuts professionnels, et l'alignement complet de la France sur l'anti-modèle social allemand. La « concertation » Ayrault n'est qu'un habillage du diktat européen et les « syndicats » qui s'y prêtent, au lieu d'engager la lutte pour l'abrogation des contre-réformes précédentes avec le retour, dans le cas le moins favorable, à 60 ans et 37 ans ½ pour tous, ne sont que des courroies de transmission de Bruxelles et de sa pseudo-« Confédération européenne des syndicats » et du MEDEF.

En particulier, nous n'avons que faire des dirigeants traîtres de la CFDT, de la CFTC et de la CGC-CFE, dans les mobilisations à venir car nous savons d'expérience qu'ils la poignarderont dans le dos. Si en revanche nous sommes

clairs et déterminés, nous attirerons immanquablement à nous les travailleurs sincères de la CFDT.

3°) L'ATTITUDE DES FORCES POLITIQUES LES PLUS MÉDIATISÉES

Sur le plan politique, il n'y a décidément rien à attendre du gouvernement « socialiste ». Dans la honteuse tradition de la SFIO, le PS rampe devant le MEDEF, devant l'UE, devant la RFA capitaliste, devant l'impérialisme américain et devant les grands intérêts néo-colonialistes « français ». Sur les retraites, le positionnement de l'UMP est encore pire que celui du PS puisque Fillon, ce nanti, exige froidement le report immédiat à 65 ans (pour l'instant!) de l'âge légal du départ en retraite et qu'en Syrie, l'UMP n'a cessé d'accuser Hollande de mollesse, même si pour des raisons politiciennes, la droite se donne de faux airs de modération. En réalité, l'UMP surenchérit sur tous les sujets en exigeant toujours plus d'austérité, d'intégration européenne et d'alignement guerrier sur les USA!

Rien à attendre, sinon le pire, de Marine Le Pen qui, tout en cultivant la démagogie pour piper des votes ouvriers, s'est récemment répandue en hommages à l'adresse de Margaret Thatcher lors du décès de cette « sorcière », justement haïe des ouvriers anglais ; c'est pourtant la Thatcher qui, avec Reagan, et avant d'être relayée continentalement par Merkel, a lancé l'offensive néolibérale contre les droits des travailleurs dans le monde entier!

Quant au Front de gauche, nous sommes solidaires de ses militants qui dénoncent courageusement la contre-réforme, mais l'inconséquence des étatsmajors du PG et du PCF, désormais affiliés tous deux à l'appareil bruxellois du Parti de la Gauche Européenne (PGE), nuit gravement au mouvement populaire. En effet, la direction du PCF s'apprête partout, lors des municipales, à faire alliance avec un PS clairement impérialiste, maastrichtien et austéritaire. Quelle lisibilité pour le peuple ? Pierre Laurent se permet quant à lui de rappeler à l'ordre J.-L. Mélenchon quand il critique un peu durement le gouvernement Ayrault! Mais fondamentalement, ni M. Laurent ni M. Mélenchon ne font le lien entre la politique de guerre, l'euro-austérité et les fondements même de l'intégration européenne : tous les deux ouvrent un boulevard à l'extrême droite en défendant l'indéfendable : l'appartenance de la France à l'UE et à la ruineuse zone euro, la mensongère « Europe sociale », l'invraisemblable « euro au service des peuples » (sic) de MM. Boccara, Dimicoli et Cie. (la commission économique du PCF rame désormais pour l'euro, G. Marchais doit se retourner dans sa tombe!).

Il faut en finir avec l'euro-mensonge qui enferme les luttes syndicales dans le carcan de l'UE, cette nouvelle prison des peuples sous protectorat germano-américain, et qui accepte de casser la France pour « sauver l'euro », cette arme de destruction massive des acquis, de l'emploi industriel en France et

au sud de l'Europe, des services publics et de la souveraineté budgétaire du pays.

Le PRCF invite donc fraternellement les MILITANTS du FRONT DE GAUCHE à s'emparer de l'APPEL des ASSISES du COMMUNISME pour une quadruple rupture progressiste et révolutionnaire, condition de la contre-offensive populaire : sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN, du capitalisme, dans une seule et même dynamique progressiste et révolutionnaire.

4°) SUR LE PLAN SYNDICAL

On peut se féliciter que la CGT, Sud, la FSU et FO aient appelé à riposter ensemble le 10 septembre : non seulement l'absence des apparatchiks du cartel CFDT-CFTC-CGC n'est pas un « moins » mais c'est un plus pour le mouvement populaire. C'est en étant clairs sur les buts revendicatifs et les moyens d'action que nous séparerons les syndicalistes véritables des étatsmajors jaunes : ces derniers ne sont même plus des « syndicats réformistes », ils sont les porteurs d'eau purs et simples de l'UE et du MEDEF.

Cependant il faut tirer les leçons des défaites cuisantes subies par le mouvement syndical en 97, 2003, 2007 et 2010, à l'époque où B. Thibault osait déclarer (2003) que « la CGT n'a pas vocation à bloquer le pays » et où l'exchef de file de la CGT passait plus de temps à affirmer que « la grève générale ne se décrète pas » qu'à construire par en bas, à l'aide de la démocratie ouvrière, le tous ensemble et en même temps, ainsi que la grève inter-pro reconductible. Les salariés ne repartiront pas en lutte s'il n'y a pas d'autocritique responsable sur les défaites organisées des décennies précédentes, sur les manifs sans grève et sans plate-forme revendicative claire, sur les rendez-vous revendicatifs reportés de mois en mois, sur le « syndicalisme rassemblé » derrière les dirigeants de la CFDT, sur l'abandon par la CGT (statuts confédéraux) de la référence au syndicalisme de classe et de masse, sur les propos incroyables de D. Robin, du SNES-FSU, prétendant en septembre 2012 qu'avec l'élection d'Hollande, « la situation a radicalement changé », etc. L'orientation doit être clairement le RETRAIT du projet Ayrault, l'abrogation des contre-réformes précédentes, sans crainte de construire les AG inter-pros de lutte et d'aller à la généralisation de la lutte et de la grève par en bas et démocratiquement dans l'union, si possible, avec les luttes des autres travailleurs d'Europe, mais en rejetant catégoriquement la tutelle mortelle de la C.E.S!

Il faut enfin oser mettre radicalement en cause la sacro-sainte « construction » européenne qui détruit notre pays, sa souveraineté, son unité territoriale (la « décentralisation », les « métropoles » visent à casser la République une et indivisible héritée de la Révolution pour dissoudre la France dans l'Europe fédérale des régions et des « métropoles »), son emploi productif et jusqu'à sa langue, sacrifiée en tous domaines à un tout-anglais patronal humiliant et envahissant. Comment défendre l'Electricité « de France », l'Education « nationale », le Centre

« National » de la Recherche Scientifique, la Société « Nationale » des chemins de fer, comment sauver le produire en France, la fonction publique d'Etat et territoriale, la production agricole et halieutique nationale, si l'on abandonne à Le Pen et à Coppé, qui la dévoient vers la xénophobie, la défense républicaine de la Nation ? Comment résister aux délocalisations si une partie de la gauche politique et syndicale continue de s'accrocher à la bouée de plomb de la monnaie unique? Comment ne pas voir que l'euro organise un protectionnisme germano-américain déguisé, qui sert au CAC-40 à mondialiser ses profits tout en transformant la France en désert industriel ? En fait, il y a complémentarité à articuler la solidarité internationale des travailleurs, les coopérations européennes et transeuropéennes (Tunisie, Amérique latine...) de lutte et à défendre l'indépendance de la nation : c'est ce que savaient faire jadis le SNES, la tendance Unité et action de la FSU et la grande CGT de Benoît Frachon. Proclamons au minimum partout que la sauvegarde de leur maudit euro ne vaut pas la casse de nos acquis sociaux, et que le blocage de LEURS profits peut être vital pour sauver NOTRE pays et NOS acquis!

Enfin, il faut renouer avec la grande tradition anti-impérialiste et internationaliste du syndicalisme de classe et de masse. Jadis, la CGT savait combattre de front les guerres coloniales, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe. Il n'est pas vrai que « la Syrie n'intéresse pas les travailleurs ». D'abord parce que ce sont les travailleurs, les communistes, les syndicalistes syriens qui nous pressent d'empêcher la destruction finale de leur pays par « NOS » armes, fabriquées par « nos » capitalistes. Ensuite parce que l'argent que l'on mobilise pour écraser la Libye, la Syrie, etc., finit toujours dans les coffres des actionnaires du pétrole et de l'armement, mais fait défaut pour les retraites, la santé, l'école, etc.

Donc, dans les manifs à venir, clamons clairement : L'ARGENT POUR LES ACQUIS, PAS POUR LA GUERRE EN SYRIE ! – DU FRIC POUR NOS PENSIONS, PAS POUR LES PORTE-AVIONS !

5°) QUELLE POLITIQUE le PRCF PROPOSE-T-IL ?

Héritier des traditions patriotiques ET internationalistes du PCF – pas celui de P. Laurent, qui renie la faucille et le marteau, mais celui du Congrès de Tours, du Front populaire, de la Résistance, des luttes anticoloniales, du Non à Maastricht, continuateur de la première Coordination communiste fondée en 1991 à l'initiative d'une cellule de Lens, le PRCF...

• Considère que la classe ouvrière, aujourd'hui gravement déstabilisée, ne pourra retrouver son rôle naturel d'avant-garde du changement de société, qu'en reconstruisant un vrai, un grand parti communiste. Cela impose aux communistes fidèles au marxisme-léninisme et plus généralement, au combat de classe, de s'unir dans une large Convergence d'Action Communiste associant la lutte pour l'indépendance nationale à l'internationalisme prolétarien,

l'antifascisme à la défense de la République une et indivisible, la défense des acquis à la lutte révolutionnaire pour le socialisme; les Assises du communisme peuvent être un pas dans cette direction dont le terme est la reconstruction d'un vrai parti communiste à partir d'une convergence d'action, entièrement indépendante de la direction réformiste du PCF-PGE, entre les communistes qui ne sont plus au PCF, ceux qui y sont demeurés, ou qui militent aux JC sur des bases de classe et les jeunes qui n'ont jamais adhéré au PCF; pour retrouver sa capacité d'initiative, la classe ouvrière doit également renouer avec le SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE. Il ne s'agit nullement de quitter la CGT ou la FSU – au contraire, ce sont les orientations réformistes qui ont mis en danger ces organisations très précieuses – mais de résister ensemble aux orientations défaitistes des appareils inféodés à la Confédération Européenne des Syndicats; dans cet esprit, le PRCF soutient les efforts du Front syndical de classe dans le respect de sa diversité interne et de son indépendance d'intervention;

- Estime que pour gagner, la classe ouvrière, et ses représentants les plus conséquents que sont les communistes « non-mutants » doit construire un large *FRont Antifasciste*, *Populaire et Patriotique* (*FRAPP !*) regroupant autour du monde du travail toutes les couches spoliées par les monopoles capitalistes et par leur politique de désintégration euro-atlantique de la Nation : cadres moyens, fonctionnaires, étudiants, artisans, petits entrepreneurs, etc. Le but doit être...
- A) De mettre en place une RUPTURE REVOLUTIONNAIRE ET PROGRESSISTE autour des « Quatre sorties » (de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme) dans une seule et même dynamique révolutionnaire ;
- B) S'unir autour des principes inaliénables qui le programme du Conseil National de la Résistance, présidé par Jean Moulin et largement inspiré par Pierre Villon, représentant du PCF clandestin dans le CNR. Ces principes sontl'indépendance nationale et la coopération internationale, l'antifascisme et l'antiracisme, la démocratie participative mettant « le monde du travail au cœur de la vie nationale », la nationalisation des monopoles capitalistes, le développement industriel, agricole et productif de la nation, la laïcité complète de l'Etat et de l'école, l'égalité hommesfemmes (c'est sur proposition du communiste F. Grenier qu'a été décidé le vote des femmes en 1945) sans oublier, dans les conditions d'aujourd'hui, la défense de l'environnement contre le tout-profit; ce regroupement autour du CNR et plus largement, autour de l'héritage national démocratique de la France (l'humanisme, les Lumières, la Révolution française, les Trois Glorieuses et février 1848, la Commune de Paris, les lois de 1901-1905, le Front populaire, la Résistance et la Libération, les inlassables combats du PCF pour le pain, la paix, les libertés, l'indépendance nationale, mai 68, le Non de 2005 à la constitution européenne...) n'est pas une lubie du PRCF, ni une mode liée au 70^{ème}anniversaire du programme du CNR (mars 2014). Le

rassemblement de principe autour des principes du CNR résulte objectivement de la configuration qui est celle de la lutte des classes à notre époque :

- C'est **Denis Kessler**, l'idéologue du MEDEF, qui fixait à Sarkozy en novembre 2007 l'objectif de « démanteler le programme du CNR », ce « compromis entre gaullistes et communistes à une époque où le PCF obtenait 30% des voix, où la CGT avait 5 millions d'adhérents et où l'Armée rouge campait à 500 km de Paris » (Challenges, novembre 2007).
- C'est encore le MEDEF qui, dans son manifeste Besoin d'aire (déc. 2011) se fixe pour but de défaire la France par « de nouveaux transferts de souveraineté vers » les « Etats-Unis d'Europe, notre nouvelle patrie », par la construction précipitée de l'« Union transatlantique » (UE, USA, Canada), la « reconfiguration des territoires » (= l'euro-métropolisation de la France, la mort des communes et des départements), « une langue pour l'Europe » (= le « business-globish » remplaçant la langue de Victor Hugo et d'Aragon!).
- Ce sont Sarkozy et Hollande qui renoncent à toute politique étrangère indépendante des USA et de l'UE[1], voire au principe même d'une défense nationale, l'armée française abandonnant la défense du territoire (congédiement des régiments frontaliers) pour se recentrer sur les interventions extérieures et la problématique « anti-insurrectionnelle » ;
- C'est la ministre « socialiste » Geneviève Fioraso qui officialise l'anglais comme langue universitaire en violation de l'article II de la constitution [2], dans le but de promouvoir la prétendue élite mondialisée au détriment de la masse des travailleurs, des enseignants et des étudiants francophones, français ou immigrés.
- Contrairement à ce que prétendent certains, la proposition stratégique d'une renaissance du CNR ne signifierait pas, dans les conditions d'aujourd'hui, un « compromis historique » avec le capitalisme, fût-ce à l'avantage des travailleurs, comme ce fut le cas en 45-1947, à l'ombre de la victoire de Stalingrad et avec l'apport décisif des ministres franchement communistes Thorez, Croizat, Paul, Joliot-Curie, Wallon, Tillon, Billoux.

Dans les conditions modernes, où TOUT le CAC-40, TOUT le MEDEF, ont unanimement pris position pour l'euro, pour l'UE, pour l'Union transatlantique et même pour l'hégémonie allemande en Europe, et où par conséquent la grande bourgeoisie monopoliste est entièrement passée sur des positions antinationales, il revient à la classe ouvrière de diriger le combat pour la renaissance nationale et républicaine de la France. Même s'il faut respecter et écouter ceux qui, en France, se réclament de l'héritage du gaullisme pour combattre la vassalisation atlantico-germanique de la France, il n'y a plus place aujourd'hui pour une politique gaulliste de la grande bourgeoisie, comme ce fut le cas en 1958 à une époque où la concentration des monopoles

capitalistes (du type *Péchiney-Ugine-Kühlmann*) s'opérait encore à l'échelle de l'hexagone. *Cette concentration hexagonale du grand capital est achevée et elle se poursuit principalement à l'échelle continentale ou mondiale*; c'est pour cela que le grand capital « français »[3] a « *besoin d'aire* », en clair d'*espace vital*; son but est de mondialiser ses profits en choisissant quelques créneaux juteux, quitte à sacrifier l'essentiel des productions, des services publics et des marchés locaux dans notre pays.

- Quant au Front « national », il FEINT d'être contre l'euro : il suffit d'aller sur le site du FN pour constater qu'il se prononce « pour la sortie concertée de l'euro », autrement dit, que, comme les autres partis de l'Arc médiatique, Marine Le Pen subordonne la fin de la monnaie unique au feu vert de Berlin.
- En réalité, à notre époque, il ne saurait être question d'une étape historique de durée tant soit peu significative entre le capitalisme et le socialisme, ni par conséquent d'un quelconque compromis historique entre Travail et grand capital. En réalité, la rupture de l'UE par la voie progressiste d'un nouveau CNR dirigé par le monde du travail et la transformation socialiste de notre pays pouvoir de la classe ouvrière[4] et de ses alliés, démocratisation radicale de la vie politique, mise hors d'état de nuire de la réaction fascisante, nationalisation des moyens de production évoluant vers la socialisation, planification démocratique, recentrage de la production sur la satisfaction des besoins sociaux, marche progressive vers la société sans classes du communisme ne peuvent que participer d'une seule et même dynamique centrée sur le mouvement ouvrier et populaire. Et celui-ci aura d'autant plus de chances de vaincre qu'il impulsera un large rassemblement populaire majoritaire tendant à isoler, vaincre et éliminer radicalement les forces du grand capital et de l'oligarchie financière.
- En sortirait, à l'issue de vastes affrontements de classes ayant pour enjeu ultime le pouvoir politique de classe, un *socialisme* qui, sans renier en rien la première expérience socialiste de l'histoire, sans confondre la critique constructive de l'expérience passée avec la criminalisation de l'URSS et l'odieux amalgame médiatique et scolaire entre nazisme et communisme, n'en serait pas moins aux couleurs de notre temps et de notre pays tout en s'articulant aux luttes révolutionnaires existant de par le monde, notamment en Amérique latine autour de Cuba, de la Bolivie et du Venezuela.

Dire cela ne conduit en rien à sous-estimer la nécessaire *rupture révolutionnaire entre capitalisme et socialisme* : il s'agit au contraire de la préparer sur des bases de masse lieu de cultiver l'isolement gaucho-romantique des forces révolutionnaires (débouchant sur le « solo funèbre de la classe ouvrière », comme disait Marx) ou, comme le fait hélas la direction du Front de gauche, rester

sagement dans l'orbite du PS en cultivant avec lui le mensonge suicidaire de l' « Europe sociale » et de l' « euro au service des peuples »...

II - Voilà pourquoi, sur la base de cette analyse, le PRCF :

- S'efforce de renforcer sa propre organisation : non pour se proclamer « le parti » (le moment venu, c'est l'ensemble des communistes, c'est la classe ouvrière de France, c'est le Mouvement communiste international qui diront « voilà le parti communiste français » véritable), mais pour porter efficacelent la politique réaliste que les militants du Pôle ont élaborée démocratiquement à travers une multitude de conférences nationales et départementales. Ce sont ces instances qui élaborent régulièrement les MANDATS auxquels est tenue notre direction nationale conformément au véritable centralisme DEMOCRATIQUE : car le triomphe très à la mode de l' « informel » donne en réalité carte blanche aux « personnalités », marginalise la base militante et débouche régulièrement sur la paralysie et sur l'éparpillement ;
- Tend la main à tous les militants et organisations, membres ou pas du PCF, qui veulent rester, devenir ou redevenir franchement communistes, les appelle à former une Convergence d'Action Communiste tournée vers l'action en direction des entreprises, des communes rurales et des quartiers populaires, à créer les conditions, dans des formes à n'en pas douter inédites et innovantes, d'un nouveau congrès de Tours où les camarades « de l'intérieur » et ceux de l'extérieur du PCF se retrouveront dans le même parti de combat en laissant la direction irréversiblement mutée du PC-PGE rallier ouvertement la social-démocratie, voire le social-libéralisme, comme l'ont déjà fait très logiquement les Elleinstein, Fizsbin, Juquin, Fiterman, Herzog et autre Robert Hue.
- Appelle les communistes à s'investir pleinement dans la reconstruction du syndicalisme de classe et de masse tout en défendant leurs syndicats CGT et FSU; ce n'est pas quand les communistes s'occupent des syndicats que ceux-ci perdent leur indépendance de classe; le recul de l'indépendance syndicale se produit au contraire quand un PC en proie à la « mutation » social-démocrate abandonne la lutte idéologique. Alors les syndicats sont livrés à l'idéologie dominante et ils peuvent même devenir des structures d'accompagnement du patronat et de l'Europe;
- Invite les organisations et mouvements franchement communistes à construire un large *Front patriotique et populaire*. C'est déjà dans cet esprit que le PRCF travaille avec le M'Pep, les Clubs penser la France, des républicains de progrès, des gaullistes de gauche, des syndicalistes, pour la *mise en place d'un nouveau CNR*, pour la *dé-légitimation radicale de l'UE supranationale du capital*, pour la *mise hors d'état de nuire de l'extrême droite*, *contre la « tenaille » UMPS/UM'Pen* dans laquelle l'oligarchie voudrait broyer notre

peuple en l'obligeant à choisir entre un nationalisme fascisant et un cosmopolitisme capitaliste. L'avenir est au contraire, comme en 36, 45, à *l'alliance entre le patriotisme populaire, l'antifascisme, l'anti-impérialisme et l'internationalisme prolétarien*, entre la *Marseillaise* et l'*Internationale*, entre le drapeau tricolore et le drapeau rouge orné de l'emblème ouvrier et paysan.

• Œuvre à son niveau pour la renaissance du Mouvement communiste international; c'est dans cet esprit que le PRCF a signé la déclaration de Madrid (déc. 2012) qui, à l'invitation du PC des peuples d'Espagne, appelle tous les PC d'Europe à agir pour les « quatre sorties »; c'est aussi sur ces bases que le PRCF a reçu près de 15 partis communistes (conférence internationale du PRCF des 4 et 5 mai 2013 à Paris, cf Etincelles) et qu'il a répondu positivement à la proposition du PC de Grèce de construire avec un maximum de PC une initiative communiste continentale anti-UE; dans cet esprit, le PRCF a organisé avec succès, avec l'appui d'autres collectifs communistes et républicains, la commémoration du 70ème anniversaire de Stalingrad. Devant 600 personnes rassemblées le 2 février dernier, le PRCF a rappelé les sacrifices de l'Armée rouge, refusé la réhabilitation du nazisme qu'implique l'odieuse équation « URSS = Troisième Reich », tout en tendant la main aux camarades communistes allemands persécutés dans l'ex-RDA.

Cette politique d'union et d'action, le PRCF la promeut sans esprit de boutique : un seul sentiment nous inspire : le service de notre peuple à une époque où la liquidation du grand héritage national, communiste, ouvrier, laïque et démocratique du peuple français, est le but à court terme de la grande bourgeoisie. L'esprit de chapelle, les querelles de préséance sont moins que jamais de saison : elles sont suicidaires à l'heure où l'impérialisme français se déchaîne au Proche-Orient tout en détruisant son propre pays. Union et action des vrais communistes et des francs progressistes à l'heure où – encouragée par la politique impérialiste et néolibérale de Hollande, la droite dure flanquée du FN prépare une offensive réactionnaire sans précédent depuis 1940.

C'est pourquoi le PRCF s'efforce d'être UTILE à travers le mensuel Initiative communiste, la revue théorique Etincelles, le site national et départementaux, la JRCF, les associations départementales pour la renaissance communiste, les commissions nationales de travail, les stages de formation. Et nous le faisons en soutenant les initiatives d'autrui quand elles nous semblent positives, comme cela fut le cas aux Assises du communisme de Marseille ou à l'Université d'automne du M'PEP.

Malgré les calomnies qui visent le PRCF depuis des années, il est de plus en plus difficile de prétendre que nos héroïques camarades vétérans de la Résistance ne seraient pas d'authentiques communistes. Impossible d'ignorer les travaux de nos camarades intellectuels comme Annie Lacroix-Riz. Impossible de mépriser l'apport des syndicalistes de lutte qui agissent avec le PRCF.

Impossible de mépriser la trajectoire au long cours du Pôle, levé avant l'aube avec Geo Hage pour dénoncer la « mutation », pour démasquer la participation « communiste » sans principe aux gouvernements sociaux-démocrates de 81 ou de 97, pour dire la vérité dès 87 sur le liquidateur Gorbatchev; impossible de dédaigner le travail ingrat accompli depuis 91 pour secourir les communistes de l'est frappés par la chasse aux sorcières. Nous ne prétendons certes pas avoir agi seuls, ni avoir été exempts d'erreurs; mais avec ses moyens modestes, le PRCF a tenu, tient et tiendra fermement le cap de la renaissance communiste et de la résistance populaire en France.

Ainsi, à l'heure où notre pays et son mouvement ouvrier traversent de grandes épreuves, nous appelons à l'union et à l'action des communistes, au rassemblement des patriotes républicains, au regroupement des internationalistes, à la contre-offensive des syndicalistes fidèles à la classe laborieuse.

Nous le faisons avec confiance. La France n'est pas pour rien la terre native du communisme de l'ère moderne, avec G. Babeuf et P. Buonarotti ; elle n'est pas pour rien la terre de la « *Grande Révolution* » (dixit Lénine), de la Commune de Paris, du Front populaire, du CNR et de Mai 68. Même si notre peuple, gavé d'anticommunisme et de propagande de guerre euro-atlantique, est désorienté par des décennies de trahison, il saura entendre à nouveau, le moment venu, la phrase qui concluait l'Appel signé le 10 juillet 1940 par Duclos et Thorez au nom du PCF clandestin :

« ... jamais, non jamais, le peuple de France ne sera un peuple d'esclaves »!

Pour la direction du PRCF :

Georges Hage, ancien doyen de l'Assemblée nationale, président d'honneur du PRCF; Léon Landini, président du PRCF, ancien officier FTP-MOI, Pierre Pranchère, vice-président, ancien FTPF, a. député PCF, Jean-Pierre Hemmen, directeur d'Etincelles, Georges Gastaud, secrétaire national, Vincent Flament, rédacteur en chef d'Initiative communiste, Antoine Manessis, responsable aux actions unitaires, Jany Sanfelieu, secrétaire à l'organisation, Annette Mateu-Casado, trésorière, Jean-Michel Pascal, syndicaliste.

COMITE NATIONAL de PARRAINAGE du PRCF:

+ René Roussel: Ancien FTP - Colonel, a. responsable aux cadres des FTP de la zone-sud - Chevalier de la Légion d'Honneur; +Henri Alleg: Journaliste - Militant communiste et internationaliste - Auteur du livre La Question - A. directeur d'Alger Républicain; Hermine Pulvermacher: A 16 ans, agent de liaison du premier maquis de FTP créé dans le Var - A. combattante des FTP-MOI - Arsène Tchakarian: Dernier survivant des FTP-MOI parisiens du groupe Manouchian - officier de la Légion d'Honneur - Jeanne Dubois-Colette: A. FTPF - Agent de liaison entre l'Internationale Communiste à Bruxelles et le PCF clandestin pendant la

seconde guerre mondiale - Henriette Dubois : D'octobre 43 à la Libération, assura la liaison de l'Etat-major des FTPF avec toute la Zone Sud – Légion d'Honneur à titre militaire - Jean Rostand : Résistant au sein du PCF dès octobre 40, à l'âge de 17 ans. Croix de Guerre, avec citation à l'Ordre de la Division. « Guerrillero » d'honneur. + Raymond Camus : Engagé en Résistance en 1941, (à 16 ans) au sein du Front National pour l'indépendance de la France - En février 44, est muté dans un maquis FTPF au 3ème Secteur d'Aix ; Joseph-Edouard Almudever : Engagé dès le 15 août, à 17 ans, dans les Brigades Internationales d'Espagne – Monte au front le 13 septembre 36 - Le 15 juillet 38, intègre le la 129ème Brigade internationale – Georges Cabaret : Adhère aux J.C. en 39 à l'âge de 14 ans. Participe, à 18 ans, en 44, aux combats de la libération au sein du réseau Saint-Jamme – Auteur du livre « Testament politique ». Annie Lacroix-Riz : Professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris VII- Etorix de Angélis : Militant internationaliste, décoré par la République Socialiste du Vietnam - +Jacques Coignard : a. ouvrier métallurgiste - Premier secrétaire du PCF-22 de 1977 à 1992 – +Désiré Marle : Fondateur d'association internationaliste – a. délégué syndical CGT et a. membre du C.F. du PCF 62 - Kenneth Larson : Artiste plasticien d'origine états-unienne – Vivant en France il rejoint le PRCF.

Le PRCF tient aussi à rendre hommage à ses camarades décédés dont les noms suivent : Simone Nicolo-Vachon – a. résistante, sec. de cellule PCF en Loire-Atlantique. Co-fondatrice du CNUC puis du PRCF. Eugène Kerbaud – Organisateur du PCF et des JC en Bretagne sous le Front Populaire – A. dirigeant des FTP-Nord. Paul Paris – A. secr. fédéral PCF-Mayenne, a. secr. du PRCF 53. René Gilli – A. Commandant des FTPF – Un des créateurs du Musée de la Résistance à Nice.

Pour contacter le PRCF

□□□□ • Au niveau central ecrire a PRCF, 8 rue du Clos Lapaume, 92220 Bagneux
□□□□ • Dans les départements :

Pour s'abonner à Initiative communiste : BP 30 111 Liévin 62802, http://www.initiative-communiste.fr/abonnement-ic

Pour rejoindre le PRCF : bulletin de demande d'adhésion

Nom: Prénom: Adresse:

Code Postal: Ville: Tél.: adresse

courriel: Signature:

A retourner à : Jany Sanfelieu – 6 rue Bailly 89700 Dannemoine Tél. 03 86 55 52 35

Pour rejoindre les JRCF (Jeunes pour la Renaissance Communiste en France):

http://jrcf.over-blog.org

Sites du PRCF: National: http://www.initiative-communiste.fr/; Bretagne:

http://www.prcf22.org; Corrèze: http://prcf19.jimdo.com

Isère: http://prcf-38.over-blog.net; **Midi-Pyrénées:** http://prcf.09-32-31-81.over-

blog.com; Nord-Pas-de-Calais: http://prcf62.over-blog.com

Paris: Provence: http://prcf13.over-blog.org; **Pyrénées-Orientales:** http://renaissance.communiste.66.over-blog.com

- [1] Fabius revient même sur l'attitude digne de Chirac/Villepin en 2003 quand ces derniers refusèrent d'attaquer l'Irak sans mandat de l'ONU !!!
- [2] « La langue de la République est le français ».
- [3] Tous ces grands patrons et actionnaires ne parlent qu'anglais entre eux, expatrient massivement leurs capitaux, vivent en Belgique ou en Suisse...
- [4] Encore faut-il comprendre ce mot au sens marxiste, qui englobe tous les travailleurs directement productifs de plus-value, quel que soit le secteur de leur activité : majorité des ouvriers, large partie des employés, des techniciens, des ingénieurs, des chercheurs... Même si la classe ouvrière industrielle du privé et du public reste le cœur de la classe.